

Publications périodiques

Comptes annuels

FEDERAL FINANCE

SA à directoire (s.a.i.) au capital de 20 747 030,00 €.
Siège social : 1 allée Louis Lichou, 29480 Le Relecq-Kerhuon
318 502 747 R.C.S Brest.

Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale Mixte du 02 mai 2017

Bilan au 31 décembre 2016
(En milliers d'euros)

Avis rectificatif à l'avis paru au Bulletin des Annonces légales obligatoires n°60 en date du 19 mai 2017 – Affaire 1702167, il convient de modifier le point
« Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels » comme suit :

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

A l'assemblée générale de la société Federal Finance,

Opinion

Aux Actionnaires,

En Exécution de la mission complémentaire confiée aux cabinets Mazars et Sterenn par votre assemblée générale du 18 mai 2018 dans le cadre des dispositions de l'article L.820-3-1 du code de commerce, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Federal Finance, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.
Nous précisons que votre société n'étant pas tenue de désigner deux commissaires aux comptes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015, les comptes de l'exercice 2018 ont fait l'objet d'un audit par le cabinet Mazars, désigné commissaire aux comptes par votre assemblée générale du 8 février 1980.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants:

Risque de crédit

Comme indiqué dans les options et méthodes d'évaluation du paragraphe 2-2 et dans la note 2 de l'annexe, votre société constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à son activité. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit, aux méthodologies de dépréciations et à la couverture des pertes de valeur.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du code de commerce.

Fait à Brest et Courbevoie, le 8 février 2019

Les Commissaires aux comptes

Sterenn

Pascale Charlier

Mazars

Gilles DUNAND - ROUX